

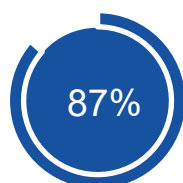
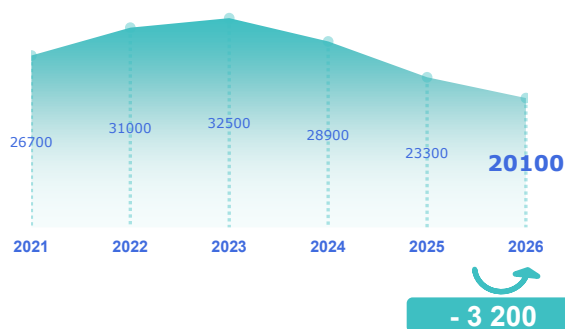


ENQUÊTE BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE 2026

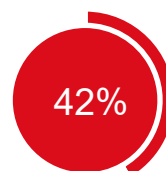
CLPE - LYON

STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

Les projets de recrutement



des projets ne
sont pas liés à
une activité
saisonnière

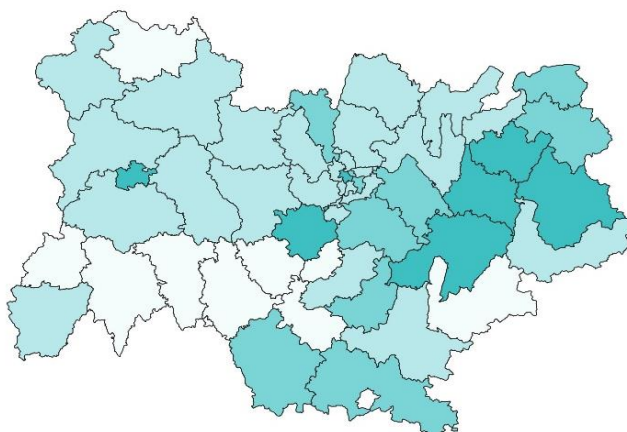


des projets sont
jugés difficiles à
réaliser par les
employeurs

Répartition par CLPE

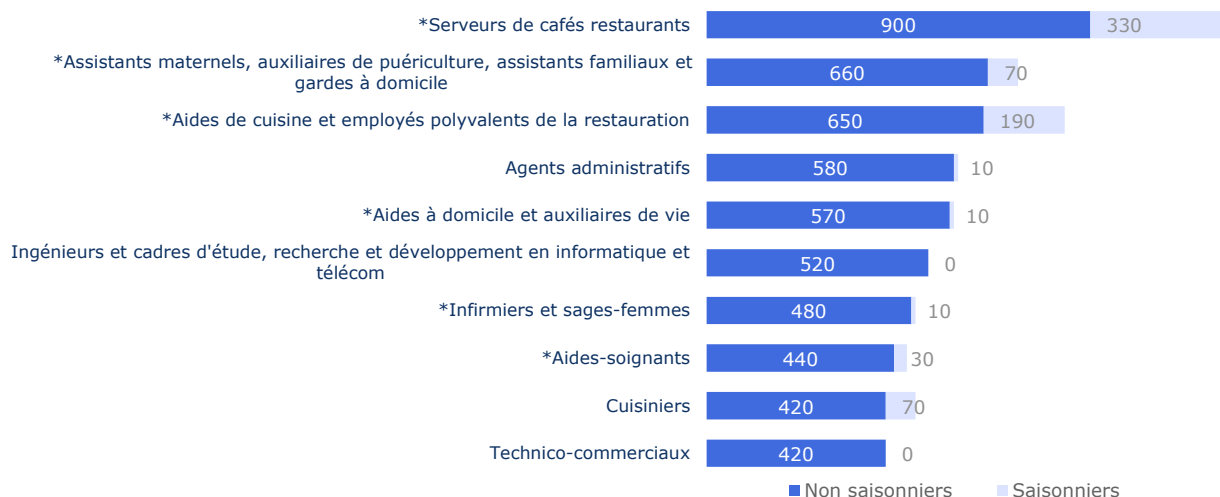
Nb projets 2026

- < 2 500
- De 2 500 à 5 000
- De 5 000 à 10 000
- > 10 000

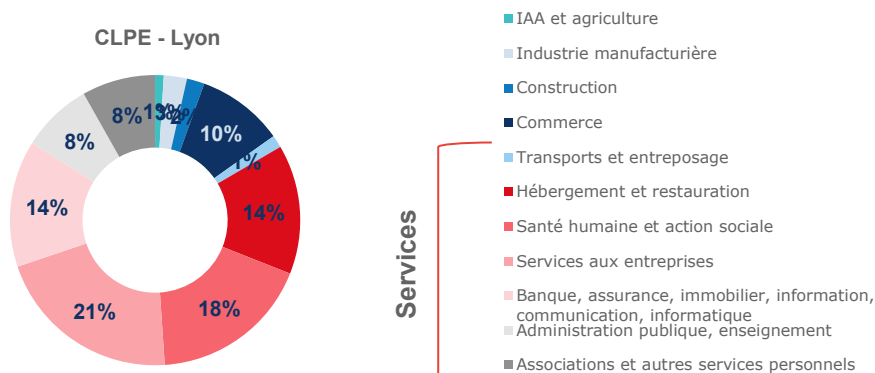


TOP 10 des métiers non saisonniers (H/F)

Les métiers précédés d'une * font également partie du TOP 10 des métiers non saisonniers régionaux.

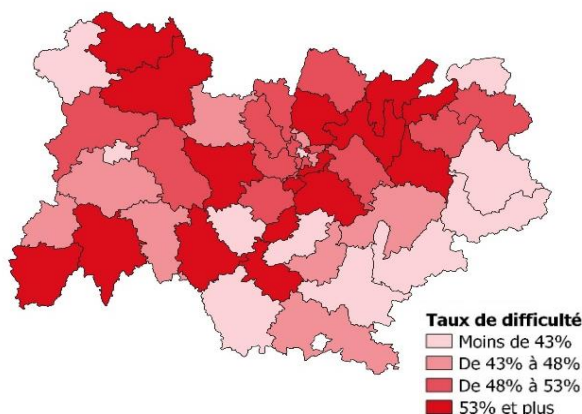


Répartition par secteur d'activité

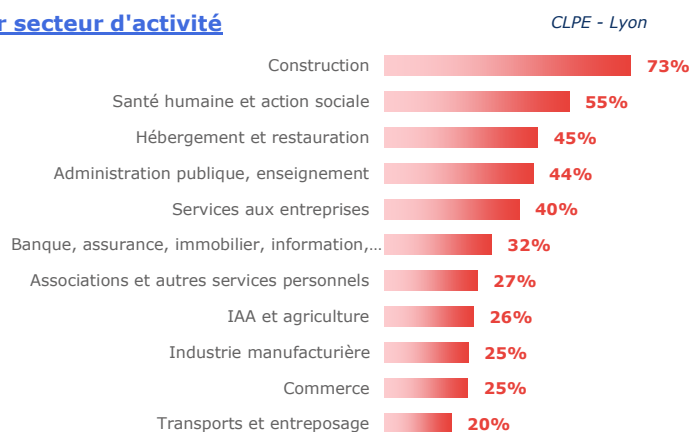


Les difficultés de recrutement

Part de projets jugés difficiles par CLPE



Par secteur d'activité



Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant

	Projets 2026	dont difficiles	% difficiles	% saisonniers
			CLPE	Région
Agents de sécurité et de surveillance	250	190	76%	50%
Aides à domicile et auxiliaires de vie	580	420	73%	65%
Surveillants d'établissements scolaires et accompagnateurs des élèves en situation	360	260	73%	60%
Infirmiers et sages-femmes	490	330	67%	69%
Tech. de prod., d'exploitation, d'install., et de maint., support et services aux utilis	270	180	65%	52%
Formateurs	420	260	63%	67%
Aides-soignants	470	290	61%	75%
Cuisiniers	490	280	58%	50%
Professionnels de l'animation socioculturelle	360	210	57%	56%
Technico-commerciaux	420	230	55%	52%

Lecture: Agents de sécurité et de surveillance est le métier qui présente le plus fort taux de projets jugés difficiles sur le territoire. 76% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 50% au niveau régional. Par ailleurs, 12% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.



EN SAVOIR +

Retrouvez l'ensemble des publications sur : www.observatoire-emploi-ara.fr

MÉTHODOLOGIE

Le champ de cette enquête est le même que celui de l'enquête 2025, soit :

- les établissements relevant de l'Assurance chômage,
- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 270 000 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE), dont 208 200 ont été interrogés cette année.

Près de 48 800 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région.

La reproduction des renseignements contenus dans cette étude est autorisée sous réserve d'en mentionner la source.